

CIBLE

Frénésie

Tant que le krach financier ne s'est pas produit, nous aurons tort d'affirmer qu'il est inéluctable. Ce qui ne nous empêche pas de relever deux phénomènes récemment apparus :

- il y a évolution en sens contraire des valeurs boursières classiques, qui baissent fortement, et des actions des sociétés qui participent à la « nouvelle économie » liée à la Toile.

- presque tous les commentateurs, ultra-libéraux ou non, soulignent le caractère éminemment dangereux de la spéculation à tout-va sur des entreprises qui ne font généralement aucun profit, qui accumulent souvent les pertes, et qui disparaîtront pour la plupart aussi rapidement qu'elles sont apparues.

Cela signifie que les spéculateurs sont passés de l'euphorie (croire que la hausse durera toujours) à la frénésie, où l'on tente les ultimes paris parce que les autres joueurs y croient encore. Mais le nombre de ceux qui croient à tort ou à raison au krach ne cesse de grandir et c'est cette conviction désormais massive qui annonce le brutal retournement de tendance.

Grain de sable ou aile de papillon, une infime circonstance déclenchera le mouvement de panique. C'est affaire de quelques mois, ou de quelques semaines.

CORSE

Portrait d'une méconnue

Kosovo

Chroniques de guerre

p.8

Idées

La gloire de Mauriac

p.9

Une certaine idée du gaullisme

Que signifie aujourd'hui se réclamer de la pensée et de l'action de Charles de Gaulle ? S'il est certain que certaines dimensions du gaullisme appartiennent à l'histoire de France - et donc à l'ensemble de la communauté nationale (telle la Résistance) -, le message gaulliste n'en conserve pas moins son actualité. Encore faut-il définir le contenu de la pensée politique de Charles de Gaulle. Vaste programme.

La doctrine politique gaulliste - pragmatique quant aux moyens mais ferme sur les principes - s'articule pourtant autour de quelques valeurs clefs : l'État, la République, la Nation, l'association capital-travail, l'indépendance nationale et européenne.

L'affirmation d'un État fort marquait au temps de Charles de Gaulle une opposition au régime des partis de la IV^e République. Cette même affirmation d'un État fort devrait pousser ceux qui se réclament aujourd'hui du gaullisme à lutter avec autant de vigueur contre le régime de cohabitation sous lequel la France tend à s'enliser. Quant aux valeurs républicaines, elles sont de nos jours quotidiennement bafouées pour nos concitoyens victimes de l'exclusion ou de l'insécurité.

Pour Charles de Gaulle et les gaullistes, la Nation est en outre le cadre privilégié de l'exercice de la souveraineté démocratique et de la solidarité républicaine entre les territoires ou entre les hommes, ce qui exige notamment de s'opposer au démantèlement de nos services publics et à la libéralisation de notre système de protection sociale.

L'association du capital et du travail - ou participation - est une réponse nationale et humaniste aux conflits entre classes sociales. Héritière du socialisme associationniste et du christianisme social, l'association capital-travail se voulait une troisième voie entre le capitalisme et le marxisme. Or, si le communisme s'est effondré, le message gaulliste de la participation demeure actuel dans son volet de critique du

salariat et du système capitaliste.

Le combat pour l'indépendance nationale et européenne passait au temps de Charles de Gaulle par le rejet du fédéralisme européen d'une part, et de la double hégémonie américaine et soviétique d'autre part. Là encore, si l'URSS n'existe plus, le refus gaulliste de la domination américaine s'en trouve d'autant plus d'actualité. Quant au rejet du fédéralisme européen, il reste présent aujourd'hui, même si la recherche de l'indépendance nationale et européenne passe sans doute par davantage de délégations de souveraineté qu'autrefois à l'échelon européen.

Enfin, au-delà de ces principes, le gaullisme c'est également une philosophie : l'action contre la contemplation, la transformation du des-

tin subi en un destin dominé, le volontarisme contre le fatalisme. Et cette philosophie gaulliste n'est en rien dépassée face aux pouvoirs d'une Banque centrale européenne indépendante et des marchés financiers : la légitimité et le primat du politique sur l'économique doivent en effet plus que jamais s'imposer.

Personne n'est bien entendu obligé d'être gaulliste ; personne n'est obligé d'avoir la même idée de la France que Charles de Gaulle. On a parfaitement le droit de croire que la France ne peut plus être elle-même, qu'elle est condamnée à se complaire dans un régime de cohabitation, à se dissoudre dans le fédéralisme européen et la mondialisation libérale, à transférer sa souveraineté aux banquiers et aux fonds de pension anglo-saxons. Mais alors qu'on ne fasse pas référence au gaullisme !

Laurent de BOISSIEU

Vient de paraître :

Gérard Leclerc
**L'AMOUR
en
MORCEAUX**

prix franco 120 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Une certaine idée du gaullisme - p.3 : Résistance syndicale - Un homme face à la meute - p.4 : Paranos - Coquille vide - p.5 : Pèlerinages - p.6/7 : Portrait d'une méconnue - p.8 : Tueries - Les belles âmes du Kosovo - p.9 : La gloire de Mauriac - p.10 : Mondes effacés - De la réalité au futur imaginé - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le commencement de la fin.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Résistance syndicale

Le 19^e Congrès de la CGT-Force ouvrière a confirmé la ligne résolument indépendante et contestataire d'une confédération qui lutte contre l'ultra-libéralisme, et qui entend défendre les salariés et leurs salaires contre le Medef et les spéculateurs.

Pour suivre le congrès Force ouvrière de Marseille (8 - 10 mars), le citoyen ordinaire devait s'armer d'une farouche détermination. A la télévision, des images quasi subliminales, et dans la grande presse de brefs articles assaillonnés de commentaires malveillants. Les lecteurs pressés ont ainsi pu comprendre que le principal débat avait porté sur le « machisme » supposé de Marc Blondel, aux prises avec les « chiennes de garde », et sans doute retenu que la Confédération était « isolée » - donc pas vraiment intéressante.

Or cet isolement est le résultat d'une attitude rigoureuse. Alors que la CFDT collabore étroitement avec le gouvernement et le Medef, alors que la CGT se réfugie dans un service social minimum qui ne dérange pas la majorité plurielle, Force ouvrière demeure fidèle au principe de l'indépendance syndicale et reste fondamentalement hostile au libéralisme économique. D'où le vibrant appel lancé aux militants de Force ouvrière pour qu'ils résistent à la mondialisation et y opposent « l'internationalisation des valeurs républicaines universelles qui place l'individu au cœur du système ».

Réélu avec 98 % des suffrages, le secrétaire général a récusé les systèmes de retraites par capitalisation et repris sa critique des « 35 heures » en

soulignant les « risques de la flexibilité du travail qui met le salarié à la disposition quasi-permanente de son patron ». Sur la question de l'égalité entre hommes et femmes, Marc Blondel, qui en est le ferme partisan, a rappelé que l'écart de salaire était de 25 % entre les deux sexes et dénoncé le « droit » des femmes à travailler la nuit, immense régression imposée par Bruxelles et à laquelle la France va consentir puisqu'un texte de loi modifiant à cet effet le Code du travail vient d'être transmis au Conseil d'État.

Au lieu de harceler Marc Blondel pour quelques écarts de langage, les « chiennes de garde » devrait appeler à manifester jour et nuit contre le gouvernement et la majorité plurielle pour qu'ils retirent cette loi inique. Mais il faudrait que ces petites bourgeois excitées dénoncent la résignation de Madame le ministre des Affaires sociales et la patronne de la CFDT. A quoi bon la parité, si c'est pour que les femmes et les hommes se confondent dans une même attitude hypocrite et lâche ?

La CGT-FO a raison de résister à l'idéologie ambiante. Elle ne restera pas longtemps isolée dans sa contestation si son appel à résister aux idéologies libérales et au Medef trouve de très rigoureuses applications concrètes.

Maria DA SILVA

Un homme face à la meute

Roland Dumas, renvoyé en correctionnelle, a démissionné de ses fonctions de président du Conseil Constitutionnel. Présumé innocent, il a été déclaré coupable par le haut tribunal journalistique. Faut-il laisser dire et faire ?

C'est ce qu'on appelle l'effet de meute : une personnalité soupçonnée de malversations est l'objet de la vindicte médiatique s'il a le malheur d'être politiquement isolé. S'il continue d'être protégé par son parti, les chiens de classe se tiendront tranquilles. Malheur aux vaincus ! Sous le discours compassionnel, c'est toujours la même brutalité cynique qui prévaut. Malheur à Michel Noir, membre du RPR en rupture de ban. Malheur à Édith Cresson, marginale dans son parti. Et malheur à Roland Dumas, resté fidèle à François Mitterrand.

Il ne s'agit pas de défendre Roland Dumas, au nom d'une solidarité « mitterrandiste » étrangère à l'affaire puisque Édouard Balladur, Alain Juppé et Philippe Séguin ont publiquement exprimé leur sympathie pour l'ancien ministre des Affaires étrangères. La question est de savoir si la présomption d'innocence continue à exister dans notre pays. La question est de savoir si quelques journalistes parisiens peuvent s'ériger en gardiens de la morale et en justiciers, et désigner à l'opinion publique les bœufs émissaires de la semaine, du mois ou de l'année.

Quant aux opérations vengeuses, on remarquera que Dominique Strauss-Kahn, qui a reconnu avoir fabriqué de faux documents, fait toujours l'objet d'une très haute considération. Au contraire, on continue à s'acharner contre Roland Dumas alors que les

principales accusations lancées contre lui ont été abandonnées après deux années d'enquête acharnée. Ceux qui répétaient qu'il n'y avait pas de fumée sans feu n'ont toujours pas trouvé le moindre foyer de corruption. Roland Dumas n'est pas poursuivi pour avoir reçu de l'argent d'Elf par l'intermédiaire de Christine Deviers-Joncour. Il n'est pas poursuivi pour avoir favorisé la vente de frégates à Taiwan puisqu'il a signifié par écrit son opposition constante à cette vente - même lorsque François Mitterrand y devint favorable.

En fait, Roland Dumas va être jugé pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux » parce qu'il a fréquenté un appartement acquis dans des conditions douteuses et parce qu'il aurait reçu des cadeaux achetés avec des fonds d'Elf.

Étranges accusations. Si Roland Dumas est reconnu coupable, tous les responsables politiques le sont car aucun d'entre eux n'a jamais vérifié l'origine des fonds servant à payer telle invitation à déjeuner, tel voyage en avion privé ou à financer l'achat de la propriété dans laquelle il était invité à venir se reposer.

Pour sortir de l'hypocrisie, il faut que la justice s'intéresse aux conditions de vie et aux fréquentations de Lionel Jospin, de Martine Aubry, de François Hollande. Sinon, qu'on laisse au moins Roland Dumas préparer sa défense en toute tranquillité.

Annette DELRANCK

Paranos

On nous avait caché que la maladie de la vache folle pouvait se transmettre aux humains. On nous avait caché que les résidus pétroliers échappés de l'Erika étaient cancérigènes. On nous avait caché que le gouvernement négociait en secret avec les nationalistes corses. On nous avait caché que les « clés » de notre carte bleue étaient diffusés sur la Toile. De surcroît, nous avons appris que les « grandes oreilles » anglo-américaines espionnaient toute la planète.

Affirmer que la vérité vraie est cachée ; voir des complots partout : tel est le signe d'un comportement paranoïaque, qui trouve dans l'actualité de quoi se développer jusqu'au délire. Preuve, les citoyens paranos voient de drôles de choses en haut lieu : des raliés au libéralisme qui chantent l'*Internationale*, des Verts qui se croient écologistes, des corruptus qui s'instituent professeurs de morale, des menteurs qui se croient honnêtes : autant de dédoublements de la personnalité, indices d'une schizophrénie galopante.

Des citoyens guettés par la paranoïa, qu'administrent des dirigeants schizoïdes ! Bizarre... et d'autant plus inquiétant que les paranos pourraient finir par penser que les schizos se moquent d'eux, ou font comme s'ils n'étaient plus là.

Tel n'est pas le cas. Les schizos ne cessent de rassurer - maître-mot - les paranos. Il y a très peu de listéria dans les rillettes, très peu de risques de cancer, très peu d'escroqueries sur internet. Et très peu de schizophrènes au gouvernement. Ca va mieux quand on nous dit que tout va bien.

Jo MANIACO

Coquille vide

Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. Jospin ment mais après ses mensonges, il ne restera bientôt plus rien du service public. Sinon une coquille vide pour abuser le peuple. Un exemple parmi d'autres : France Télécom.

France Télécom, va très bien : avec un chiffre d'affaire en hausse et des résultats records pour la troisième année consécutive, avec une capitalisation boursière portée à la hauteur du budget de l'État, avec une part de marché de 80 % dans le téléphone fixe, de 48 % dans le téléphone mobile, avec un million d'abonnés à son service Wanadoo, loin devant AOL, avec un développement international qui représente 13 % de son chiffre d'affaire France Télécom a peu souffert de l'ouverture du marché des télécommunications. Même la paix sociale y est une référence !

En fait, parler de France Télécom c'est faire la chronique d'une défaite du service public. La sottise et l'incompétence des uns y auront fait bon ménage avec le cynisme sans complexe des autres.

Jusqu'en 1990, le téléphone est une administration. Au 1^{er} janvier 1991 la Direction Générale des Télécommunications devient France Télécom, établissement public autonome. Une loi de juin 1996, transforme, au 1^{er} janvier 1997, France Télécom en société anonyme. Cette loi donne la possibilité à l'État de vendre 49 % de ses parts.

Tant que la droite conduira le processus de privatisation, les syndicats feront de la résistance, le retardant sans vrai-

ment l'enrayer. Dans les premiers mois du gouvernement Jospin, ils maintiendront refrains et couplets tout en affichant publiquement leur scepticisme vis-à-vis de la mobilisation du personnel. Le gouvernement Jospin ayant alors les mains libres pour l'ouverture du capital de France Télécom et de quelques d'autres malgré des promesses contraires.

Du côté des partis politiques, si la droite n'imaginait pas d'en faire autant, la gauche plurielle s'est illustrée par ses palinodies. On pose des conditions et on suit Jospin comme d'autres posent leurs valises sur le quai, les oubliant là, en montant dans le train. Le PS, lui, réaffirma la permanence des ses valeurs mais avec un bémol de taille : il faut que leur sens évolue ! (1) Quant au courage, c'était bon du temps de Juppé : « *Au diable les habillages sémantiques ! Le mécanisme qui conduit à la privatisation est inscrit dans le texte de loi avec la force d'un rail qui guide le convoi* », s'exclama un jour Jean-Luc Mélenchon (2).

Restait à justifier les mensonges de Jospin. A. Lebaube le fit dès octobre 1997. Ils peuvent, disait-il, « *lui être d'autant moins reprochés (...) que dans leur for intérieur, les Français réalisent un mouvement semblable par rapport aux dogmes et aux certitudes qu'ils affectionnaient il y a dix*

ans encore » (3). Ce n'est donc pas la présence, dans le capital des entreprises publiques, d'un État contrôlé par de cyniques boursicoteurs, convaincus de la puissance de l'ultra-libéralisme, qui changera quoi que ce soit à la loi du marché. « *Être privatisé, on l'est ou on ne l'est pas* » dit clairement un courtier de Mercer Management, « *si vous êtes un peu privatisé, vous devez adopter un comportement d'entreprise privatisée. Car vous êtes sous l'oeil des marchés, et cela empêche l'État de faire prévaloir des objectifs politiques* » (4).

La défaite est consommée. L'heure n'est plus à la déploration mais à la contre-offensive. Pour qu'elle réussisse plusieurs conditions doivent-elle remplies :

- Il n'y a plus de place dans les actions de reconquête pour tous ceux qui, sur le plan politique, collaborent de près ou de loin au mensonge jospinien.

- Il faut limoger au plus vite les dirigeants syndicaux qui perdent les batailles depuis trop longtemps ou qui sont passés à l'ennemi.

- Il faut s'appuyer sur une doctrine du service public, réhabiliter le progrès social en se fondant sur le préambule de la Constitution ; rendre aux fonctionnaires leur dignité et leur donner des missions qui soient des raisons de servir la nation.

Nicolas LUCAS

(1) cf. Le discours de clôture de François Hollande au congrès du PS. *Le Monde* 25/11/97.

(2) *Le Monde* 12/06/96.

(3) *Le Monde* 15/10/97.

(4) *Libération* 23/09/97.

Pèlerinages

Peut-on tirer du pèlerinage du pape en Terre sainte des enseignements pour la politique française au Proche-Orient si bousculée depuis le dernier voyage du Premier ministre ?

Loin de nous l'idée sacrilège de comparer les deux visiteurs, le chef de l'Église catholique et un « protestant athée », de confondre le spirituel et le temporel. La démarche de foi du Saint-Père est un sommet, l'aboutissement de son pontificat et l'achèvement de toute sa vie. C'est le dernier acte, acte unique et ultime, le sceau d'un destin. Le huitième voyage de M. Jospin en Israël se voulait un tournant, le début d'une relation plus suivie avec Israël, peut-être le premier acte d'une campagne électorale en vue de parvenir à l'Élysée parisien.

Le Vatican a normalisé ses relations avec l'État hébreu depuis 1993. La France jospinienne veut revenir à une relation privilégiée que d'aucuns font remonter à l'époque de Guy Mollet et de

la crise de Suez (1956). S'il y a un point commun, c'est que le balancier international penche à nouveau du côté d'Israël. Arafat n'est plus un terroriste depuis 1993. L'État palestinien ne fait plus de difficulté à personne. Barak a promis de se retirer du Sud-Liban en juillet prochain. Le Hezbollah à l'intérieur des frontières reconnues du Liban n'est plus terroriste depuis 1996. Jospin retardait. A moins qu'il n'anticipait : le Hezbollah redeviendrait terroriste si, après le retrait israélien, il causait des attentats à l'intérieur des frontières reconnues d'Israël. Jérusalem s'étant mis en règle avec les résolutions des Nations Unies et ses voisins, Israël redevient l'ami, l'allié, la bonne conscience de l'Europe.

Dans ces conditions, la ques-

tion en suspens des Lieux saints est-elle encore importante ? L'Europe chrétienne et athée ne devrait avoir aucun mal à laisser à Israël leur administration, sous réserve d'arrangements particuliers. Quant à l'islam, Jérusalem n'est après tout, pour les musulmans, que le troisième lieu saint longtemps délaissé. D'une manière générale, le retour à l'esprit dans les trois grandes religions monothéistes relativise la géographie. Le monde entier est le lieu de la loi comme de la foi. « *Jésus patriote juif* », « *Jésus palestinien* », ces deux affirmations ne nous aident pas plus dans la foi qu'elles ne sont politiquement correctes.

Israël et l'État palestinien, les États arabes en général ainsi que l'Iran pourraient-ils enfin être des États comme les autres ? Ce qui signifierait que la France pourrait mettre fin à sa politique d'équilibre sans risquer de déséquilibre ? Et que le pape peut n'être qu'un simple pèlerin sur une route dont Jérusalem et Israël ne sont que des étapes, où il ne fait que passer avant de « *passer de ce monde à son père* » ?

Utopie ? Non c'est même en cela que le voyage de Jean-Paul II et celui, maladroït (ou très gauche), de Lionel Jospin peuvent tous deux produire du sens : celui de « *la sortie de la religion* » au sens de Marcel Gauchet, que l'on sorte vers un tout ou vers un rien, un signifiant ou un insignifiant. C'est aussi le choix d'Israël en ces temps messianiques.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **PAYS-BAS** - Jacques Chirac s'est rendu fin février aux Pays-Bas. Il s'agissait de la première visite d'État d'un président français depuis celle de François Mitterrand en 1984. Entre-temps, la reine Béatrix était venue elle-même en visite d'État à Paris en 1991. Après les cérémonies protocolaires et un déjeuner privé offert à Amsterdam par la reine et son époux, le prince Claus, en l'honneur du couple présidentiel, le chef de l'État a renoué avec une tradition ancienne en prononçant à l'Académie royale des sciences une allocution qui a porté sur l'éthique.

♦ **NORVEGE** - Le roi Harald de Norvège et la reine Sonja ont effectué en France une visite d'État, présentée comme le signe d'un resserrement des liens politiques entre la France et un pays qui a choisi deux fois, par référendum, de ne pas intégrer l'Union européenne. Le couple royal a été reçu à l'Élysée par le président Jacques Chirac et son épouse Bernadette. Au cours de son séjour, le roi a eu des entretiens avec le chef de l'État mais aussi avec le Premier ministre Lionel Jospin, ainsi qu'avec les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, Christian Poncelet et Laurent Fabius. Le couple royal a terminé son séjour par une visite, à Toulouse, des installations du groupe aéronautique et spatial Aérospatiale-Matra et des chaînes de l'avionneur européen Airbus.

♦ **ARABIE SAOUDITE** - Le prince héritier saoudien Abdallah ben Abdel Aziz a effectué une visite officielle « *de solidarité et de soutien* » au Liban, axée sur la tension avec Israël, assurant que le royaume restera quoi qu'il arrive aux côtés du peuple libanais. Le prince saoudien, demi-frère du roi, âgé de 77 ans, est également président du Conseil des ministres et dirige les affaires du royaume en raison de la santé fragile du roi Fahd. Au cours de son séjour il a tenu à recevoir les députés du bloc parlementaire du Hezbollah, le mouvement chiite qu'une semaine auparavant Lionel Jospin avait qualifié de « terroristes », soulevant le tempête que l'on sait. A son départ il a rendu « *hommage au peuple libanais et à la détermination et la résistance du pays* » face aux menaces israéliennes, montrant par là « *la capacité de tous les Arabes à recouvrer leurs droits et leur dignité* ».

♦ **ITALIE** - La Cour européenne des Droits de l'homme devrait statuer d'une manière imminente sur la plainte déposée par le prince Victor-Emmanuel de Savoie, héritier du trône d'Italie, qui réclame depuis de nombreuses années l'abrogation de l'alinéa de la Constitution italienne qui lui interdit ainsi qu'à son fils Emmanuel-Philibert de Savoie, prince de Venise, de mettre le pied sur le territoire italien.

♦ **JAPON** - L'impératrice douairière Nagako a fêté ses 97 ans. En bonne santé, bien qu'elle utilise une chaise roulante, l'impératrice est la veuve de l'empereur Hirohito décédé en 1989 et la mère de l'actuel empereur Akihito.

Portrait d'une méconnue

La Corse est de nouveau au premier plan de l'actualité. Il nous a semblé utile, avant que la N.A.R. ne prenne position sur le sujet, d'entendre l'analyse d'un bon connaisseur de la question. Ghjacumu Colonna dirige une entreprise en Corse. Longtemps militant syndical et associatif, il a été pendant cinq ans rédacteur au journal autonomiste corse *Arritti* qu'il a dirigé pendant deux ans. Pendant ces deux années, il a été le plus proche collaborateur de Max Siméoni, qui était alors élu à l'Assemblée de Corse et député européen.

■ Royaliste : Etes-vous un nationaliste corse ?

Ghjacomu Colonna : Oui, mais il faut prendre garde aux transpositions fautives. Pour évoquer le titre du dernier livre de Gérard Leclerc, je signalerai que *fa l'amore* ne signifie pas « faire l'amour » en langue corse, mais « compter fleurette ». La différence peut être, vous l'imaginez, cause de graves malentendus !

Il en est de même dans le vocabulaire politique. Le nationalisme corse n'a rien à voir avec le nationalisme français tel que l'exprime un Jean-Marie Le Pen. En français, la nation est une collectivité juridique et politique, alors que la *nazione corse* désigne une société définie par sa culture propre.

■ Royaliste : La Corse évoque immédiatement la violence. Comment en prendre la mesure ?

Ghjacomu Colonna : En citant un chiffre : environ 20 000 attentats en un quart de siècle. La plupart ont provoqué des dégâts minimes, certains l'effondrement de bâtiments entiers. Il y a eu plusieurs dizaines de morts : quarante, dont dix-huit pour raisons politiques, les autres pour des affaires de droit commun pour la seule année 1996. Rapporté à la population actuelle de la Corse, c'est là un chiffre important, mais c'est peu de choses par rap-

port à l'histoire de l'île : entre 1690 et 1729, il y avait en moyenne 1000 assassinats par an, pour une population de moins de 100 000 habitants.

■ Royaliste : Cette violence serait donc une habitude ?

Ghjacomu Colonna : C'est ce que l'on dit. Les périodes d'accalmie relative sont brèves. La dernière se situe entre 1945 et 1962 : peu de vols, peu d'assassinats, tout simplement parce que le milieu corse (Mémé Guérini à Marseille) s'appliquait à ce qu'il n'y ait pas d'affaires de droit commun sur l'île.

■ Royaliste : Le « nationalisme » serait-il lui aussi consubstantiel aux CorSES ?

Ghjacomu Colonna : Sur huit siècles, il y a tous les cent ans une, deux, parfois trois tentatives de type national en Corse.

■ Royaliste : Et maintenant, comment analysez-vous ce mouvement ?

Ghjacomu Colonna : Aux premières élections à la proportionnelle, les nationalistes représentaient 10 % des voix. Ils représentent aujourd'hui le quart de l'électorat. Cela donne une idée de leur implantation. Mais il faut aussi analyser la répartition des voix : les 10 % de 1982 sont autonomistes et opposés à la violence. Actuellement, le mouvement le plus dur,

Corsica Nazione, représente 10 % des voix (au premier tour des élections de mars dernier) alors que 15 % des autres électeurs nationalistes sont opposés à l'extrémisme et se retrouvent dans le nationalisme démocratique. Mais, au deuxième tour, la moitié de ces électeurs hostiles à la violence a voté pour *Corsica Nazione*.

■ Royaliste : Qu'en déduire ?

Ghjacomu Colonna : C'est toujours la même chose depuis des siècles : le gouvernement est désarmé par la violence en Corse, qu'elle soit politique ou sociale. Lionel Jospin est venu en Corse en septembre 1999 pour dire que toute discussion était impensable tant que les armes parleraient. Le nombre de groupes clandestins a augmenté (au total, cela représente environ cinq cents personnes armées) et le nombre des attentats est allé crescendo. En décembre, le Premier ministre a cédé à la pression et décidé d'ouvrir une discussion avec toutes les composantes de la société politique corse. D'où la trêve des attentats, y compris les attentats de droit commun : comme toujours, c'est l'absence de calme politique qui favorise la criminalité.

■ Royaliste : La société corse est-elle aussi soudée qu'on le dit ?

Ghjacomu Colonna : Elle est à la fois éclatée et soudée.

Le maire d'une commune proche d'Ajaccio a récemment déclaré que 90 % des CorSES sont corses avant d'être français, mais 90 % des CorSES veulent demeurer français. Cela signifie que la carte d'identité est une chose, et que l'appartenance à la société corse est autre chose : en d'autres termes, la nationalité et la citoyenneté ne sont pas identiques pour un Corse, alors que la plupart des Français ne font pas de différence entre les deux concepts.

En Corse, on rencontre facilement des militants du RPR ou du Parti communiste qui tiennent des propos « nationalistes » aberrants par rapport à la tradition jacobine de leur parti : c'est qu'ils expriment ainsi un sentiment d'appartenance à la société corse, qui ne les empêcherait certainement pas, si besoin était, de répondre à la mobilisation générale pour défendre la patrie. Cette distinction explique l'importance du MRG en Corse (qui a des positions très différentes de celles des derniers radicaux du continent), et l'existence d'un parti bonapartiste (à la fois réactionnaire et prolétarien), qui ne cherche pas du tout à rétablir un empereur. Au total, plus de 50 % de l'électorat corse vote pour des partis qui n'existent pas dans l'hexagone : partis « corsistes » de droite ou de gauche (comme Corse social-démocrate), partis « nationalistes », MRG, Bonapartistes.

■ Royaliste : Comment saisir les volontés de cet électeur spécifiquement corse ?

Ghjacomu Colonna : Si on prend les CorSES individuellement, c'est une cacophonie totale. Mais il y a cependant une volonté commune : séparer la part culturelle au sens le plus large du terme (relations sociales, mode de vie, langue), et la part citoyenne autrement dit l'attachement à la France, à l'État. J'ai rappelé que le quart des électeurs corses vote nationaliste, mais ils veulent en majorité rester citoyens français.

■ Royaliste : Pour les Français qui ne connaissent pas la Corse, cette attitude est incompréhensible.

Ghjacomu Colonna : Au cours des huit siècles que j'ai évoqués, les diverses revendications (féodales, démocratiques) n'ont jamais été principalement indépendantistes. Jamais ! Ceci pour une raison toute simple : un peuple qui comptait 50 000 personnes au Moyen Âge, et qui en compte actuellement 260 000 (deux sur cinq ne sont pas corses, ou pas corses d'origine) ne peut pas peser face à une grande puissance. Or la Corse, qui fait géographiquement partie de l'ensemble italien, a toujours intéressé les puissances maritimes à cause de ses ports. Génois, Anglais, Français, n'ont pas voulu coloniser l'île comme tel pays africain :

Henri II et Louis XV ont voulu s'installer en Corse pour des raisons militaires ; aujourd'hui, le port de Bastia, la base aérienne de Solenzara (d'où décollaient les appareils anglais pendant la guerre contre la Yougoslavie) restent d'une grande importance géostratégique : n'oublions pas que Bastia est plus proche de Belgrade que de Paris !

Par ailleurs, les capacités propres de l'île sont si faibles qu'elle n'a jamais pu conserver longtemps son indépendance : en huit siècles, une période de quatre ans au XIII^e siècle, une autre de quatorze ans au XVIII^e siècle. C'est très peu.

Autre caractéristique : les mouvements revendicatifs, quels qu'ils soient, se tournent toujours vers la deuxième puissance dominante de Méditerranée : Gènes contre Pise, Pise contre Gènes, l'Aragon contre Gènes, la France au XVI^e, Naples contre Gènes et la France sous Louis XV, l'Angleterre contre la France au moment de la Révolution, l'Italie contre la France depuis le *Resorgimento*. Il y a toujours ce jeu de balancier, destiné à préserver l'autonomie corse. L'idée d'indépendance prend corps quand ce jeu n'est pas possible : c'est donc une solution ultime.

Aujourd'hui, les nationalistes savent pertinemment qu'aucune puissance étrangère ne songe à prendre pied en Corse : les Américains, qui ont une base de sous-marins

atomiques en Sardaigne, ne s'intéressent absolument pas à la question.

■ Royaliste : L'Europe de Bruxelles peut-elle être utilisée dans un nouveau jeu de balancier ?

Ghjacomu Colonna : Les CorSES ne sont pas européistes : dans les votes où les nationalistes ne sont pas présents, ce sont les partis politiques les plus opposés à l'Europe qui l'emportent. Bien sûr, les CorSES peuvent demander des subventions européennes, mais personne ne songe à s'appuyer sur Bruxelles pour nourrir un sentiment anti-Français.

■ Royaliste : Comment analysez-vous la situation actuelle ?

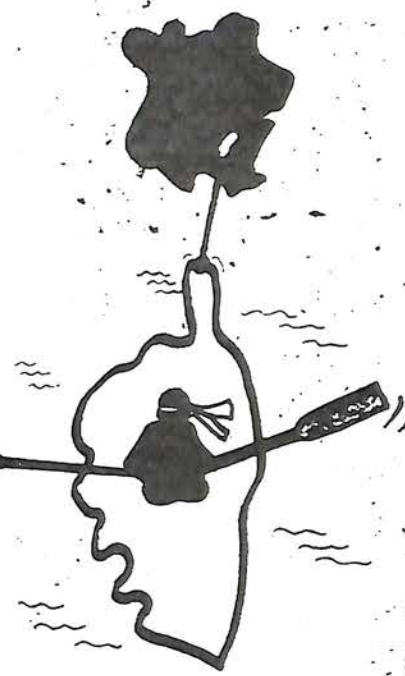
Ghjacomu Colonna : A la fin de l'année dernière, la situation était bloquée. L'État ne pouvait plus recourir à la force car la revendication nationaliste était devenue trop importante - sans devenir majoritaire. Mais les nationalistes n'ont aucune chance d'obtenir gain de cause par les armes : cinq cents militants armés ne peuvent pas faire trembler la France. Ils exercent cependant une pression médiatique, dont le meilleur exemple demeure la conférence de presse nocturne qui eut lieu (avec l'accord du gouvernement) quand Jean-Louis Debré était ministre de l'Intérieur. Mais cette revendication nationaliste est d'autant plus acerbe que la langue corse est de moins en moins parlée, et que la culture corse ne s'appuie plus sur la culture italienne. Or c'est l'Italie qui, traditionnellement, donnait en quelque sorte son assise à la culture corse. Pour bien faire comprendre ce point, je dirai de manière très caricaturale que, moins un jeune sait parler le corse, et plus il est anti-français.

De fait, les gouvernements, de droite ou de gauche, n'ont cessé de louvoyer. Ils se sont montrés incapables d'incarner l'État et de mettre en œuvre une politique cohérente, susceptible de répondre aux problèmes de la société corse. Les responsabilités de Paris dans la fraude électorale ont été massives jusqu'en 1981, moindres depuis : Pierre Joxe

avait fait un nettoyage général des listes, qui avait abouti à l'effacement de 25 % des inscrits. On estime aujourd'hui que 15 à 20 % de ces faux électeurs ont fait leur réapparition - Bastia, ville du ministre Zuccarelli, bat à cet égard tous les records. Et il faut beaucoup d'argent pour faire porter les procurations : cela se fait par la voie de diverses subventions (primes à la vache, etc) et RMI et autres distribués par le Conseil général. Le système de subventions (qui a remplacé la distribution des places dans l'administration) permet donc de tenir le système électoral, mais elle bloque le développement économique et social. Le terrorisme n'est pas la cause, mais l'accélérateur de la crise économique corse : depuis l'assassinat du préfet Érignac, les banques refusent tout financement sur l'île.

En décembre dernier, Lionel Jospin a cherché à sortir de l'impasse en amorçant un dialogue général. Il ne l'a fait ni par amour de l'État, ni par amour de la Corse, ni même pour glaner des voix supplémentaires dans l'île : il cherche un impact médiatique, il veut montrer à l'opinion publique qu'il est capable de ramener le calme en Corse. Nul ne peut dire aujourd'hui s'il y réussira.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS



Tueries

Les belles âmes
du Kosovo

Sur les événements du Kosovo, les dirigeants politiques « occidentaux » ont menti. Sciemment. Les grands médias américains et européens ont menti. Massivement. Et, à leur suite, les intellectuels français partisans de la guerre menée contre la Yougoslavie ont raconté n'importe quoi.

Tous les éléments qui établissent l'énormité de la désinformation sont présentés par Serge Halimi dans un article du *Monde diplomatique* (1).

Le mensonge porte sur les chiffres : en avril 1999, on annonçait le massacre de 350 000 Kosovars albanais dans le *New York Times*, moyenne d'une sinistre « fourchette » situant entre 100 000 et 500 000 les victimes des Serbes. En juin, le Foreign office déclarait que 10 000 personnes avaient été tuées. En fait, les enquêteurs du Tribunal international (TPIY) ont dénombré 2 018 cadavres, soit 250 fois moins que le chiffre avancé par le Département d'État américain en avril.

Le mensonge, par omission, porte sur la deuxième catastrophe humanitaire que constitue, après l'exode des albanophones du Kosovo, la fuite vers la Serbie de 160 000 personnes et le massacre de plusieurs centaines de Serbes, de Tsiganes, et maintenant d'Albanais victimes des extrémistes de leur propre communauté.

Le mensonge, par soustraction, porte sur le rapport de l'OSCE qu'on cite sans sa conclusion : à savoir que les massacres perpétrés par les extrémistes serbes se sont généralisés après les premiers bombardements de l'OTAN.

Jacques BLANGY

(1) *Le Monde diplomatique*, n° 552, mars 2000.

Un an après le déclenchement de la guerre contre la Yougoslavie, un philosophe et des médiologues nous permettent de saisir les logiques sanglantes et terroristes qui se cachent derrière les guerres menées au nom de l'éthique.

Dans le souci de tous les peuples habitant sur le territoire yougoslave, au nom des principes de droit et pour préserver les chances de l'apaisement dans les Balkans, nous nous étions opposés à la guerre déclenchée par l'OTAN.

Nominativement ou collectivement, nous avons été dénoncés comme munichois, nazis et révisionnistes par un quarteron de justiciers occupant le devant de la scène médiatique. Nous pouvons aujourd'hui comparer les professions de foi délirantes, les réquisitoires déments, les affirmations fracassantes des gardiens autoproclamés de l'éthique occidentale et le sinistre bilan d'une guerre aérienne qui n'a fait qu'ajouter aux horreurs de la guerre civile. Pillages, incendies, assassinats, fuite massive des populations non-albanophones, attentats contre les soldats français qui tentent de s'interposer entre les groupes soudés par la peur et la haine : telle est la situation actuelle au Kosovo.

L'angoisse qu'elle provoque nous a fait presque oublier la tonalité de la croisade du printemps dernier : André Glucksmann proclamait alors que « l'Europe naîtra à Pristina », et Antoine Garapon affirmait dans *Télérama* (23/6/99) que « l'intervention occidentale n'avait aucune base légale et pourtant elle est légitime ».

Ainsi s'exprimaient les belles âmes du Champ des Merles (*Kosovo polje*), tandis que MM. Clinton, Blair et Jospin dirigeaient la guerre « éthique » et ses bombardements « humanitaires ».

Daniel Bensaïd procède à une critique méthodique de l'idéologie et des thèmes de la propagande occidentale (1). Après avoir situé la guerre otanienne dans l'histoire des conflits balkaniques et dans la logique impérialiste américaine, qui s'est imposée en violant le droit international et la Charte atlantique elle-même, ce philosophe militant, marxologue éminent et fin connaisseur de Péguy, démontre que cette « guerre éthique » contredit les critères de la guerre juste selon Thomas d'Aquin et transgresse les limites que s'assignaient les dynasties nationales lorsqu'elles s'affrontaient.

Le manichéisme des Purs conduit à la mise en œuvre d'une guerre totale, terrifiante et terroriste car l'éradication du Mal radical les autorise à congédier le droit et à frapper des civils innocents. La guerre éthique porte en elle la logique de l'extermination, que le progrès technique rend possible sans grands risques pour ceux qui exécutent les missions punitives. L'humanitarisme convulsif et la propagande compassionnelle masquent le sacrifice de la morale et du droit, mais aussi l'effacement

de la politique : récusee par le discours sur la fatalité de la guerre, elle se perd, note Daniel Bensaïd, « entre la fatalité des lois économiques et les consolations du moralisme humanitaire ».

Le moralisme des Purs, qui trouve leur confort dans la mondialisation ultra-libérale et l'hégémonie américaine, est par ailleurs passé au crible de la critique médiologique dans un numéro spécial de la revue dirigée par Régis Debray (3). Historiens, anthropologues, journalistes, ont été invités à analyser les croyances, à examiner les témoignages, à regarder les images de cette guerre menée autour et au-dessus du Kosovo, mais certainement pas pour l'amour de cette province et de l'ensemble de ses habitants. Le résultat de cette réflexion collective est remarquable. Elle pourrait servir de mise en garde si les intellectuels et les gouvernants fêrus d'éthique redécouvraient la vertu de prudence.

Yves LANDEVENNEC

(1) Daniel Bensaïd - « Contes et légendes de la guerre éthique » - Éditions Textuel, 1999 - prix franco : 110 F.

(2) « Croyances en guerre, l'effet Kosovo » - *Les Cahiers de Médiologie*, n° 8 - deuxième semestre 1999 - Éditions Gallimard - prix franco : 70 F.

**Vous aimez
Royaliste ?**

Faites le connaître
autour de vous.

Abonnement d'essai
3 mois = 25 F

La gloire
de Mauriac

On ne lit pas sans nostalgie les chroniques que François Mauriac donnait au *Figaro* et à la *Table Ronde* dans les années d'après guerre. Est-ce à cause du manque de « grands écrivains » ? Nous n'avons plus ces plumes souveraines qui ne pouvaient lâcher l'actualité, l'illuminant presque chaque jour de leurs étincelles. D'Ormesson, Sollers consentent parfois à nous livrer leurs commentaires, mais jamais avec la persévérance d'autrefois. Il y a des exceptions comme celle de Bernard-Henri Lévy qui n'a pas choisi innocemment le mode du *Bloc-notes*. Mettre ses pas chaque semaine dans ceux de Mauriac montre que Sartre n'est pas le seul modèle possible... Et puisque nous rapprochons ces deux monstres sacrés, nous pouvons entrevoir en quoi leur passion commune de l'engagement, servie par le talent, la fougue, détermine une parenté au-delà de différences trop évidentes. L'auteur des *Mots* est certes plus dialecticien, celui de *Thérèse Desqueyroux* plus poète, plus intuitif, plus classique aussi. L'un et l'autre incarnent deux figures de ce que la littérature peut offrir à l'actualité et qui, d'une façon ou d'une autre, surpasse la science de l'expert et du spécialiste, sans compter qu'il est certains domaines où la science défaille.

Dieu sait si ces deux là n'étaient pas sur la même longueur d'ondes. Leur mésentente ne datait pas d'hier, puisque tout jeune Sartre s'était permis de mettre en doute l'art du prestigieux romancier Mauriac. Celui-ci en fut incontestablement blessé et même un long moment inhibé au point de ne plus écrire de nouveaux romans. Faut-il expliquer ainsi certaines joutes du polémiste lorsque, par exemple il se moque du romancier des *Chemins de la liberté*, qui invente des situations de vie dangereuse alors qu'« il savoure l'existence la mieux aménagée, la plus bourgeoise ». Mais ce n'est pas l'essentiel. Le désaccord tient à la conviction profonde. N'étant pas philosophe, Mauriac ne saurait répondre sur le même terrain. Et lorsque Sartre se fait auteur de théâtre pour donner vie à sa pensée, il ne touche pas son adversaire qui déclare à propos d'une pièce qui est de Cocteau : « Un journaliste s'étonnait que j'ai si mal réagi à Bacchus, alors que la pièce de Sartre m'a laissé froid. Il est vrai que le Diable et le bon Dieu ne m'ont pas scandalisé. Un athée porte laborieusement à la scène les raisons de son athéisme. Nous n'attendions de lui rien d'autre ; et qu'aurait-il pu nous donner d'autre ? ».

Pour Mauriac tout est question d'intériorité vraie. La vie des idées ne l'intéresse que parce qu'elle reflète la vie de l'âme. La dialectique froide ne touche pas son âme alors que les blasphèmes de Cocteau le meurtrissent, parce que c'est pour lui un vieux frère en littérature et parce qu'ils ont en commun un long échange, des souvenirs... Par contre, une certaine mode existentialiste le hérisse parce qu'il en ressent la provocation, le style de Simone de Beauvoir n'arrangeant rien et les livraisons des *Temps modernes* lui tombant des mains. Que dirait aujourd'hui le chroniqueur du *Figaro* qui écrivait il y a un demi siècle : « Nous avons littéralement atteint les limites de l'abject (je songe à certains titres reçus ces jours-ci). C'est l'ipéca qu'on nous ingurgitait, quand

nous étions enfants, pour nous faire vomir » ?

Ces années là (1948-1955) sont évidemment très marquées par la politique. Le Mauriac de ce moment se distingue par sa vigilance antistalinienne sans défauts ; ce qui nous vaut quelques morceaux de polémique superbe. A contrario, nous pouvons y saisir le prodigieux aveuglement de tous ceux qui se sont laissés fasciner par le communisme le moins défendable et qui sont légion. L'inflexibilité de Mauriac ne s'en explique que mieux et l'importance de l'enjeu justifie certaines envolées où parfois l'écrivain atteint une étonnante ampleur symphonique. Exemple en raccourcis : « *Le rire est une arme dont nous n'usons plus guère. C'est que les communistes ne sont jamais vraiment comiques : il y a trop de sang dans leurs histoires les plus drôles (...)* Si nous demeurons graves devant les apothéoses d'Aragon, si la moquerie se glace sur nos lèvres, c'est qu'autour du grand mamamouchi communiste, d'autres poètes surgissent, d'autres écrivains, russes, polonais, hongrois, roumains, une foule que la Sibérie et les camps ont dévoré, et qui savaient en mourant que leur œuvre disparaîtrait avec eux ». La splendeur du style, l'éclat des formules sont alors à la mesure de l'indignation de celui qui voudrait, de tout cœur,

exorciser les sortilèges de tant d'intellectuels subjugués. Comparant Staline à Nérone, Mauriac met à jour la nature de cette magie : « Car pour contraindre les peuples à adorer sa statue, le César de Rome ignorait la technique qu'a mise au point celui de Moscou et qui fait se rouler dans la poussière, devant l'ombre de sa casquette et de ses moustaches, les convulsionnaires de l'Humanité ».

Ce Mauriac-là ne ressemble-t-il pas à Bernanos ? D'ailleurs il semble tenir, au lendemain de la mort de ce frère qui ne l'a pas toujours ménagé, à sauvegarder l'héritage de la colère bernanosienne, celle qui enfle au point de tout submerger. Il y a aussi une colère mauriacienne qui s'élève jusqu'aux cieux, en balayant tous les imbéciles au passage. Cette colère n'est jamais

haineuse, même si elle fait mal. Et puis, Mauriac, comme Bernanos, demeure souverainement libre jusque dans les plus exclusifs de ses engagements. Les sectarismes lui sont étrangers ; ce qui lui permet de se retrouver tantôt dans la situation d'un homme de droite, tantôt dans la situation d'un homme de gauche, sans jamais se renier. Lui qui a milité sans équivoque dans la Résistance, déteste la fureur épuratrice. Lui qui un moment au *Figaro* a incarné une pensée de l'ordre, se retrouve à *L'Express* parce qu'il réprouve la répression en Afrique du Nord. Plus tard il s'éloignera de la gauche pour défendre de Gaulle. Ce n'est certes pas un doctrinaire. Il est même capable de se réclamer de fidélités contraires, reconnaître sa dette à l'égard de Marc Sangnier et tout autant sa dette à l'égard de Charles Maurras.

Sa liberté lui vient d'un élan qui porte sa conviction au-delà de tous les jeux partisans. De sa culture aussi, qui toujours lui donne des ailes. La réminiscence littéraire intervient sans cesse au bon moment pour éclairer le texte, le faire sourire, le faire rêver. Cet amour des humanités lui est d'autant plus cher qu'il craint qu'elles soient en péril. Les menaces qui s'esquissent dans les années cinquante se sont depuis lors largement confirmées. Que dirait François Mauriac de l'état de nos humanités, de ce qu'il en reste, à l'heure où même l'enseignement de la philosophie est en question. Mais relire ses chroniques d'antan, ce n'est pas seulement vivre « la paix des cimes », c'est reprendre goût à une certaine musique et à un certain art de vivre l'aventure humaine.

François Mauriac - « La paix des cimes, Chronique 1948-1955 » - Bartillat - prix franco : 155 F.

par Gérard Leclerc



Mondes effacés

On connaît bien Ismaïl Kadaré. Beaucoup moins Jusuf Vrioni, son traducteur. « *Mondes effacés* » vient heureusement combler cette lacune.

Derrière le grand écrivain albanais Ismaïl Kadaré, se cachait jusqu'à présent son traducteur Jusuf Vrioni. Le voilà qui sort de l'ombre avec *Mondes effacés*. Chez ce fils du Pays des Aigles, né à Corfou en 1916 et qui étudia à Janson-de-Sailly, le choix du sous-titre, « *Souvenirs d'un européen* », n'est pas innocent. Rejeton d'une grande famille albanaise, fils d'un ambassadeur et ex-Premier ministre, il a fréquenté dans sa jeunesse les hautes sociétés française et italienne. Nous voyons défiler Coco Chanel, Luchino Visconti ou le comte Ciano. Le récit d'une jeunesse dorée et superficielle, uniquement préoccupée de sport, de jazz et de mondanités peut sembler - et ce sera bien la seule restriction - un peu long. Même si le tableau d'une Europe et d'une société qui sombrent avec le second conflit mondial demeure pittoresque et intéressant. On a envie de s'écrier (injustement, car nous avons un demi-siècle de recul) : « *jeune écrivain, ouvre les yeux !* ».

Les yeux, Jusuf Vrioni va les ouvrir très vite avec l'arrivée des communistes au pouvoir en Albanie. Après un « pro-

cès » au verdict connu d'avance, commence pour cet intellectuel raffiné et cultivé un long chemin de croix. Les stations ont pour nom : Rinas, Shtyllas ou Radostine, terribles camps d'internement et de travaux forcés. Comment un homme survit-il dans les conditions les plus inhumaines et les plus dégradantes de l'univers concentrationnaire ? Jusuf Vrioni le décrit avec beaucoup de pudeur et passablement d'humour.

La troisième partie, « *traduire pour se réintroduire* », n'est pas moins intéressante. Après sa « seconde naissance », Vrioni décrit la vie de ce qui reste de la société albanaise sous le régime, ô combien totalitaire, du camarade Enver Hodja, dont il va devoir - ce n'était pas un choix délibéré - traduire les oeuvres impérissables. Le lecteur sera également passionné par le récit du travail de Vrioni auprès d'Ismaïl Kadaré.

L'auteur achève son récit, mené avec une grande sensibilité dans un français clair et élégant, sur son retour à Paris, puis à Corfou. La boucle est bouclée. La terreur et la fureur des années noires s'en sont allées, et Jusuf Vrioni est aujourd'hui un vieux monsieur, ambassadeur de l'Albanie à l'Unesco.

Alain SOLARI

Jusuf Vrioni - « *Mondes effacés, souvenirs d'un Européen* » - Ed. J.-C. Lattès - prix franco : 140 F.

De la réalité au futur imaginé

A côté de la science-fiction traditionnelle, l'uchronie, reconstruction d'événements fictifs d'après un point de départ historique réel, connaît un renouveau spectaculaire.

C'était en 1857, le philosophe kantien Charles Renouvier publiait un livre, « *Uchronie : l'Utopie dans l'Histoire* », où il imaginait l'histoire de la civilisation européenne « *telle qu'elle n'a pas été, telle qu'elle aurait pu être* ». Il s'agissait en changeant un événement à un moment décisif du passé d'imaginer quel aurait pu être ensuite le développement vraisemblable de l'Histoire. Renouvier imaginait que seul l'empire d'Orient avait été converti au christianisme et que l'empire d'Occident était resté romain et tolérant pour toutes les croyances...

L'historien Jacques Bainville était passionné par l'uchronie qu'il faisait remonter à Voltaire et qui lui permettait de mieux démêler l'enchaînement des causes et conséquences. Plusieurs jeunes historiens très sérieux outre-Manche et outre-Atlantique ont érigé cette méthode en principe pour « réviser » notamment l'histoire du XX^e siècle à compter de la Première guerre mondiale.

Mais l'uchronie inspire également un nouveau courant dans le domaine de la science-fiction souvent méprisée par la critique littéraire et autant par la recherche historique. Dans ce cas, la réécriture de l'Histoire à partir d'un fait passé qui ne s'est pas produit dépasse le temps présent pour se profiler dans un futur tout aussi historique.

« Utopia », le festival européen des futurs, créé à Poitiers en 1998, qui vient de tenir sa seconde édition à Nancy à la fin de 1999, a consacré l'une de ses thématiques à l'uchronie à la suite du succès rencontré par un jeune auteur italien, Luca Masali qui a reçu le prix Urania pour son livre *Les Biplans de D'Annunzio* (1). L'histoire s'y développe sur trois plans simultanés : 1921, alors que la première guerre mondiale n'est pas encore terminée, 1995 en plein conflit bosniaque, 2021 date à partir de laquelle l'histoire est réenvisagée. Masali a réédité son exploit avec *La Perle à la fin des temps* publié en même temps en France (2) et en Italie et qui envisage la question de l'Islam entre une croisière Citroën en 1924 en Algérie, 2002 et « un futur lointain ». En « *couplant le cordon ombilical avec la science-fiction anglo-saxonne qu'elle s'était jusque là évertuée à copier* » (Masali), la science-fiction européenne trouve les voies de son renouveau.

Y. L. M.

(1) Luca Masali - « *Les Biplans de D'Annunzio* » - Ed. Fleuve noir, 1999 - prix franco : 95 F.
(2) Luca Masali - « *La Perle à la fin des temps* » - Ed. Payot SF, 1999 - prix franco : 148 F.
Il faut lire aussi l'étude d'une incroyable érudition de Eric Henriot : « *L'Histoire revisitée. Panorama de l'uchronie sous toutes ses formes* », (Ed. Belles-Lettres, 1999, prix franco : 220 F) et également « *Fragments d'un miroir brisé, anthologie de science-fiction d'histoire* » par Valerio Evangelisti, (Ed. Payot SF, 1999 - prix franco : 130 F).

A l'occasion de son 19^e congrès

la N.A.R. convie tous ses amis à venir boire le

POT DE L'AMITIÉ

le samedi 18 mars

à partir de 19 heures

dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

NAR en TEXTES

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

Ces deux brochures sont indispensables pour tous ceux qui veulent mieux connaître et comprendre notre mouvement.

♦ La NAR en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F.

♦ La NAR en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F.

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse mël et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ». Un simple message (royaliste@multimania.com) à notre intention suffira.

♦ Communiquez-nous également les adresses mël de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1999 (sauf 1979).

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Communiquer avec la N.A.R.

✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com

✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>

✓ Téléphone : 01.42.97.42.57

✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53

✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 22 mars : Lors de la dernière campagne pour les élections européennes, le débat mémorable entre un authentique représentant de la tradition gaulliste et le libéral-libertaire Daniel Cohn-Bendit, a pris la forme d'un livre. L'enjeu électoral est en train de s'effacer de nos mémoires, mais la question posée demeure, actuelle et capitale : « *La France est-elle soluble dans l'Europe ?* ». Ancien commissaire au Plan, brutalement évincé pour avoir dit la vérité sur l'ampleur du chômage, Henri GUAINO reprendra pour nous la question de la souveraineté nationale, qui ne se réduit pas à

l'image caricaturale qu'en donnent les fédéralistes avoués ou honteux et les ultra-libéraux.

♦ Mercredi 29 mars : Pas d'information sans statistiques. Pas de promesse qui ne soit pas chiffrée. Pas une enquête qui ne comporte pas son lot d'impressionnant de pourcentages. Hélas ! Derrière l'objectivité apparente, la pure fantaisie. Malgré la surabondance des dénombrements, des erreurs à foison. Sous l'austère raison technicienne, des « *Chiffres en folie* ». Composée de statisticiens, de démographes, de magistrats, de journalistes, une association s'est constituée afin d'aider les citoyens à comprendre comment les statistiques sont construites, comment elles peuvent être manipulées, et comment on peut en toute rigueur les utiliser. Pierre TOURNIER et Bruno AUBUSSON qui animent l'association *Pénombre*, nous expliqueront comment on peut utiliser rigoureusement les chiffres sans jamais s'ennuyer.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

Vous partagez nos principales opinions ? Vous voulez nous aider ?

Adhérez !

Prenez votre carte pour l'an 2000 !

Demandez-nous un formulaire d'adhésion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le commencement de la fin

On bute sur une pierre, on s'étale. Cela ne fait pas très mal, mais on ne peut plus se relever. Il a suffi d'un choc léger pour que tout soit désarticulé. C'est ce qui arrive à Lionel Jospin, depuis ses piteuses mésaventures diplomatiques en Israël, qui ont attiré l'attention sur son passif.

Aussi trompeurs soient-ils, les sondages sont venus attester, par le simple fait de leur publication la perte de faveur du Premier ministre, surtout dans les milieux populaires. Au vu des manifestations de rue et des grèves, on peut même noter une hostilité croissante et visible d'une large fraction de la population laborieuse à l'égard du gouvernement. Depuis août dernier, dans la paysannerie, dans l'audiovisuel public, à la Poste, dans les banques, les grands magasins, les transports publics, dans des entreprises privées en voie de liquidation, à l'Éducation nationale, dans les services fiscaux... des ouvriers, des employés, des cadres se sont mobilisés pour exprimer leurs refus et leur colère. Certains mouvements ont échoué (les chauffeurs routiers, trahis par la CFDT), d'autres sont endémiques - dans l'enseignement public notamment. Tous traduisent l'incapacité et les échecs des principaux ministres de Lionel Jospin. Que reste-t-il, en effet, de l'excellente réputation dont jouissaient ces personnages persuadés de leur excellence ?

Dominique Strauss-Kahn a été mis hors-jeu, dans des conditions qui le déshonorent. Jean-Pierre Chevènement, qui a été incapable de juguler le terrorisme en Corse, termine dans le silence sa carrière de faux dur

définitivement aligné.

Élisabeth Guigou présente pour tout bilan des lambeaux de réforme de la justice, sottement négociés avec les groupes de pression judiciaires et politiques.

Claude Allègre est haï.

Catherine Trautmann mène une réforme dont on a perdu le fil mais qui paraît fort éloignée des promesses initiales.

Émile Zuccarelli a échoué dans ses discussions avec les syndicats de fonctionnaires, et a fait échouer le projet de statut d'autonomie pour la Corse. Si cette manœuvre est de son fait,



il aura desservi gravement Lionel Jospin ; si comme on le dit, elle a été inspirée par le Premier ministre, soudain effrayé par sa propre audace, certains Corses pourraient s'estimer gravement floués.

Christian Sautter, dont nous avons souligné la cassante maladresse, a été contraint de retirer sa réforme de l'administration fiscale et compte désormais parmi les ministres moribonds. Martine Aubry reste physiquement présente à son ministère, mais ses pensées sont tournées vers la mairie de Lille et on commence à mesurer le désastre provoqué par l'application des « 35 heures ».

Dominique Voynet est terrassée par son amateurisme et ses ridicules.

Lionel Jospin paraît maintenant tel qu'il a toujours été : un homme seul, entouré d'ambitieux ralliés, de carriéristes et d'otages. Il porte la terrible responsabilité d'une guerre menée sans autorisation du Parlement, et catastrophique par ses conséquences dans les Balkans. Il est responsable du sang versé par les soldats français au Kosovo. Il est responsable de la liquidation de notre patrimoine industriel et financier, du sous-emploi et de la misère. Il est contraint, pour ne pas provoquer d'autres explosions de colère, de reporter les réformes (fonds de pension, statut de la Corse) qu'il avait projetées.

Il devra désormais se contenter de faire voter des lois minimalistes (sur le cumul des mandats), des lois pour l'effet d'annonce (sur les « nouvelles régulations »), des lois pour la bonne conscience (sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes que les socialistes n'ont jamais eu la volonté d'imposer).

L'illusion réformiste étant dissipée, on va mieux percevoir les cachotteries et les mensonges de Lionel Jospin, son ambition démesurée, son arrogance. Les deux prochaines années, pendant lesquelles il aura tout à masquer, et rien à proposer, seront pour lui interminables. Faut-il lui demander d'abrèger sa souffrance ? Sa démission n'est pas plus souhaitable que celle d'Alain Juppé après les grèves de 1995. On sait ce qu'on a, et le mal a été fait. Nous ne sommes ni des moralistes, ni des justiciers : la mise à mort politique de Lionel Jospin n'aurait aucun sens si Laurent Fabius ou un quelconque disciple de Jacques Delors venait à le remplacer. C'est l'ultra-libéralisme dans son ensemble qu'il faut éliminer.

Bertrand RENOUVIN